



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Haut-Rhin
Equipe GT

Mulhouse, le 11 mars 2013

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
PRÉSENTATION AU CODERST**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
modification des prescriptions (rejets aqueux)

Société ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS à Merxheim

Annexes : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Projet d'arrêté consolidé

- 1. Demandeur**
- 2. Présentation de la demande**
- 3. Conclusion**

1. Demandeur

La société ALCOA ARCHITECTURAL PRODUCTS à Merxheim produit des panneaux d'aluminium laqué et des panneaux composites constitués de 2 plaques d'aluminium laqué de part et d'autre d'une âme en polyéthylène.

L'établissement reçoit les tôles d'aluminium en bobines. Elles sont déroulées et assemblées bout à bout en formant un ruban continu qui traverse l'ensemble de la chaîne de laquage, l'aluminium est dégraissé puis laqué ou vernis sur une ou deux faces, le ruban passe dans un four de séchage et de cuisson, après refroidissement le ruban est enroulé en bobines. Les solvants sont aspirés au niveau des machines de laquage et dans le four puis sont détruits dans un oxydeur thermique, l'établissement exploite deux lignes de laquage en continu.

2. Présentation de la demande

Par courrier en date du 24 octobre 2011 adressé au Préfet du Haut-Rhin, l'exploitant sollicite les modifications de ces prescriptions.

Limite en pH dans les rejets aqueux de 8,5 à 9,5

L'exploitant souhaite être autorisé à rejeter ces effluents à un pH maximum de 9,5 contre 8,5 actuellement autorisé, les rejets aqueux sont dirigés vers la station d'épuration exploitée par la Communauté de Commune de Guebwiller.

Sur le plan réglementaire, l'article 34 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatifs aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ne fixe pas de valeurs limites relatives au pH pour les rejets dirigés vers une station d'épuration collective. Cependant, l'article 31 de cet arrêté précise que les rejets doivent permettre de maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles et pour les eaux de baignade, compris entre 6,5 et 8,5 pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire, et compris entre 7 et 9 pour les eaux conchyliques.

Consulté à ce sujet, l'exploitant de la station d'épuration précise que les rejets annuels d'ALCOA sont de l'ordre de 10 000 m³ pour un volume global traité par la station de 5 467 333 m³.

Sachant qu'ALCOA n'apporte que 0,2 % des volumes traités par la station. Ces apports ne devraient pas perturber le fonctionnement de la station, [le projet de convention modifiée intègre un pH de 5,5 à 9,5.](#)

Les mesures effectuées en sortie de la station d'épuration montrent des pH compris entre 6,8 et 7,45.

Sur le plan environnemental, la modification des prescriptions évitera à ALCOA de devoir injecter de l'acide dans ses effluents pour rectifier le pH.

L'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable à la demande d'ALCOA sous réserve de la validation de la modification de la convention de rejets.

Limite en DBO5 dans les rejets aqueux

L'arrêté du 02 février 1998 ne fixe pas de valeur limite pour la DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène mesurée à 5 jours), la convention de rejet établie le 2 octobre 2012 entre ALCOA et station d'épuration d'Issenheim exploitée par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller fixe une valeur limite de 200 mg/l. L'exploitant souhaite que cette limite soit reprise sur son arrêté d'autorisation Ceci ne devrait générer aucun impact sur les eaux de Lauch, les conditions limites de rejet de la station d'épuration d'Issenheim traitant les eaux d'ALCOA n'étant pas modifiées, il est de bonne administration de reprendre les valeurs des conventions dès lorsqu'elles sont conformes aux textes nationaux

Débit maximum instantané

L'arrêté d'autorisation fixe un débit maximum instantané de 10 m³/h, l'exploitant demande à ce que cette valeur soit portée à 50m³/h, la valeur maximale journalière de 70 m³/jour demeurant inchangée. Cette demande est motivée parce que lors d'une purge le débit instantané sur temps court peut être supérieur à 10 m³/h. Les eaux transitant ensuite par la station d'épuration d'Issenheim, cette modification n'aura aucun impact sur la Lauch, la station permettra d'écarter les pointes de débit.

Valeurs limites de rejets :

L'article 9.3.1 de l'arrêté d'autorisation précise que les concentrations «mesurées» relevées dans les rejets aqueux en chrome hexavalent, en cyanures et en tributylétain sont inférieures aux seuils de détection correspondants à chaque substance. L'exploitant souhaiterait que l'arrêté fixe des valeurs limites plutôt que des seuils de détection qui diffèrent en fonction des méthodes de prélèvements et analyses utilisées et qui peuvent fluctuer dans le temps en fonction des évolutions des techniques de mesures.

L'article 20 de l'Arrêté ministériel du 30/06/06 relatifs aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées fixe les valeurs limites suivantes :

Cr VI : 0,1 mg/l (rejets directs ou rejets raccordés)

CN (aisément libérables) : 0,1 mg/l (rejets directs ou rejets raccordés).

L'établissement met en œuvre des traitements de chromatation, ces procédés ne génèrent pas d'effluents aqueux, les bains usés sont envoyés vers une filière de traitement externe. La surveillance du Chrome dans les rejets permet de détecter une fuite éventuelle de bain de traitement ou un déversement accidentel.

Concernant le tributylétain l'annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009 relatives à la mise en œuvre de 2^{ème} phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement propose une limite de quantification de 0,02 µg/l, à défaut de textes applicables à l'établissement définissant des valeurs limites pour cette substance l'inspection propose de fixer cette valeur.

Le chrome, les cyanures et le tributylétain sont des substances entrant dans la composition de certains biocides et produits de traitement employés pour traiter les eaux circulant dans les circuits de refroidissement associés aux tours aéroréfrigérantes. Ils peuvent se retrouver à faibles concentrations dans les eaux de purge et par conséquent dans les effluents de l'établissement.

Prévention des risques d'inondation

L'article 15.3 de l'arrêté d'autorisation précise :

«dans les zones à risque d'inondation en cas de rupture de digue, les stockages de liquide à potentiel polluant sont réalisés dans des rétentions aménagées de manière à s'opposer à toute pénétration d'eau»

L'exploitant demande que le texte soit complété par :

«ou dans des bâtiments pouvant être fermés afin d'éviter l'entraînement des produits liquides stockés»

En effet, l'établissement dispose de deux stockages de peintures implantés dans des zones inondables en cas de rupture de digues, dans ces secteurs en cas d'accident la hauteur d'eau a été évaluée à 30 cm.

Les magasins de fûts sont sur des retentions en fosse, entourer les magasins de murets ou de merlons poserait de grosses difficultés de manutention, l'exploitant propose de fermer les portes existantes afin d'éviter l'entraînement des fûts. Cette consigne serait reprise dans son plan d'intervention interne et consignes d'exploitation "établissement à l'arrêt" (congé et repos hebdomadaires).

Les fûts sont stockés fermés.

Cette mesure répond à l'objectif qui est d'éviter en cas d'inondation l'entraînement de produits polluants.

Surveillance des eaux souterraines :

L'article 9.5.4 prescrit la surveillance des eaux souterraines au droit du site au travers d'un réseau de 4 piézomètres, le piézomètre REY1 est implanté en aval de l'ancien site de Merxheim (usine 1), les mesures effectuées au travers de ce piézomètre montrent des concentrations inférieures aux seuils de détection pour les paramètres suivis (chrome, aluminium, fer, manganèse, indice hydrocarbures, benzène, toluène, xylène, éthylbenzène). Il est proposé de passer la surveillance des BTEX à fréquence annuelle au lieu de semestrielle actuellement, étant donné que ces composés ne sont pas détectés, la mesure de l'indice hydrocarbure étant maintenu à fréquence semestrielle; une contamination accidentelle des eaux souterraines par des BTEX pourrait alors être détectée par le biais de ce paramètre. En cas de détection anormale d'hydrocarbures, une recherche des BTEX devra être effectuée à réception des résultats.

Actuellement, il n'y a plus aucune exploitation industrielle sur l'usine 1, les équipements ont été vidangés, nettoyés, il subsiste une activité uniquement tertiaire, l'exploitant est en

train de rédiger un mémoire de cessation d'activité afin de faire sortir le site sur le plan administratif du champ de la réglementation des installations classées.

L'inspection propose de sortir ce piézomètre du réseau de surveillance du site de l'usine 2 et il devra être rebouché après réalisation du diagnostic de cessation d'activité.

Prélèvement d'eau :

L'article 9.1 autorise ALCOA à prélever des eaux souterraines au travers de deux forages implantés dans la nappe d'Alsace. Un de ces puits se situe sur le site voisin de l'ancienne usine 1, l'exploitant est en train de céder ce site aujourd'hui arrêté. L'exploitant a déposé un dossier de déclaration «loi sur l'eau» afin d'implanter un nouveau forage au droit du site de l'usine 2, ce nouveau forage venant se substituer à celui implanté au droit de l'usine 1.

L'exploitant souhaite maîtriser et contrôler les accès aux puits.

La commune de Merxheim a été consultée sur le puits de l'usine, elle ne souhaite pas reprendre cet ouvrage donc il sera obturé dans les règles de l'art.

Il est proposé d'acter cette modification sur l'arrêté d'autorisation d'exploiter, les débits et volumes maximums de prélèvements autorisés demeurent inchangés.

3. Conclusion

Ces propositions pourront être actées par arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31, après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques. Il est rappelé que l'arrêté est pris sous réserve du droit des tiers et que les modifications de rejets en station doivent être repris dans la modification de la convention